

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2026/006194]

16 JUILLET 2026. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2024 relatif au contrôle routier et en entreprise des infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses à l'exception des matières explosibles et radioactives

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et des actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable, l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, modifié en dernier lieu par la loi du 15 mai 2006 ;

Vu le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière, l'article 24, § 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2024 relatif au contrôle routier et en entreprise des infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses à l'exception des matières explosibles et radioactives ;

Vu la concertation du 22 mai 2026 entre les Gouvernements régionaux ;

Vu le rapport du 2 mars 2026 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 6 juillet 2026 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 juillet 2026 ;

Vu l'avis numéro 79.437/4 du Conseil d'État, donné le 22 juin 2026, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive déléguée (UE) 2025/1801 de la Commission du 23 juin 2025 portant adaptation au progrès scientifique et technique des annexes I et II de la directive (UE) 2022/1999 du Parlement européen et du Conseil concernant des procédures uniformes en matière de contrôle des transports de marchandises dangereuses par route.

Art. 2. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2024 relatif au contrôle routier et en entreprise des infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses à l'exception des matières explosibles et radioactives est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^o. Le présent arrêté transpose partiellement la directive (UE) 2022/1999 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 concernant des procédures uniformes en matière de contrôle de transports de marchandises dangereuses par route, modifiée par la Directive déléguée (UE) 2025/1801 de la Commission du 23 juin 2025. ».

Art. 3. L'annexe 1^{re} du même arrêté est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 4. À l'annexe 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o aux points 1.12., 11.3. et 11.4., dans la colonne « Catégorie » la référence « III » est remplacée par la référence « II » ;

2^o au point 11.1., dans la colonne « Somme à percevoir » le montant « 275 EUR » est remplacé par le montant « 350 EUR » ;

3^o au point 12.3., dans la colonne « Catégorie », la référence « I » est remplacée par la référence « II » ;

4^o au point 14.2., dans la colonne « Catégorie » la référence « I » est remplacée par la référence « II » ;

5^o au point 14.6., dans la colonne « Catégorie » la référence « I » est remplacée par « II » ;

6^o au point 15.7., dans la colonne « Catégorie » la référence « II » est remplacée par la référence « I » ;

7^o au point 15.11., dans la colonne « Catégorie » la référence « III » est remplacée par la référence « II » ;

8^o aux points 16.1.2., 16.1.3. et 16.1.9., dans la colonne « Catégorie » il est ajouté la référence : « I » ;

9^o aux points 16.1.4., 16.1.5., 16.1.6., 16.1.7 et 16.1.8., dans la colonne « Catégorie », il est ajouté la référence « II ».

Art. 5. Le Ministre de la Mobilité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juillet 2026.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Relations internationales et du Bien-être animal,
A. DOLIMONT

Le Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux,
F. DESQUESNES

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2026 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2024 relatif au contrôle routier et en entreprise des infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses à l'exception des matières explosibles et radioactives

« Annexe 1^{re}-Liste de Contrôle

1.	Lieu et pays où a lieu le contrôle :		2. Date :		3. Heure :	
Données relatives au véhicule/ chargement						
4.	Marque (s) de nationalité et numéro (s) d'immatriculation du/ des véhicules :					
5.	Entreprise effectuant l'opération de transport/ adresse :					
6.	Nom (s) du/ des conducteurs (s)/ assistant (s) du conducteur/ numéro (s) de leur (s) certificat (s) (1) (ADR 8.2, le cas échéant) :					
7.	Adresse et date du dernier chargement ou déchargement : (1)					
8.	Adresse du prochain chargement ou déchargement : (1)					
9.	Numéro (s) ONU, groupe d'emballage et quantité de marchandises dangereuses, lorsque des infractions sont constatées : (2)					
10.	Exemption applicable et, dans l'affirmative, laquelle ? (3)	☐ non	☐ oui		Section :	
11.	Moyens de rétention	☐ vrac	☐ citerne	☐ colis	☐ MEMU	
Documents		Statut du contrôle (4)			Infraction	Section de l'ADR + intervenant (s) (6)
		C	NC	s. o	Catégorie de risque (5)	
12.	Documents de transport (par ex., ADR 8.1.2.1 a), 5.4.1 et 5.4.2)	☐	☐	☐		
13.	Consignes écrites (ADR 8.1.2.1 b) et 5.4.3)	☐	☐	☐		
14.	Certificat d'agrément des véhicules (ADR 8.1.2.2 a) et 9.1.3)	☐	☐	☐		
15.	Certificat de formation du conducteur (ADR 8.1.2.2 b)) et document d'identification (ADR 1.10.1.4 et 8.1.2.1 d))	☐	☐	☐		
Opération de transport						
16.	Marchandise dont le transport est autorisé (ADR 1.1.2.1)	☐	☐	☐		
17.	Dispositions relatives aux moyens de rétention (par ex. ADR 4.1 à 4.7)	☐	☐	☐		

1.	Lieu et pays où a lieu le contrôle :		2. Date :			3. Heure :	
18.	Dispositions relatives au transport (par ex. ADR 7.1 à 7.4)	☐	☐	☐			
19.	Interdiction de chargement en commun et limitation des quantités (par ex. ADR 7.5.2, 7.5.4 et 7.5.5)	☐	☐	☐			
20.	Manutention et arrimage (par ex. ADR 7.5.7)	☐	☐	☐			
21.	Marquage des colis/ citernes/ marchandises en vrac (par ex. ADR partie 6)	☐	☐	☐			
22.	Marquage, étiquetage des colis (par ex. ADR 3.3 à 3.5, 4.1.4.1, 5.1 et 5.2)	☐	☐	☐			
23.	Plaques-étiquettes, panneaux orange, marques apposées sur les véhicules/ citernes, etc. (par ex. ADR 3.4.13, 5.3, 5.5, 7.3 et 7.5.11)	☐	☐	☐			
24.	Prescriptions relatives aux véhicules (ADR, partie 9)	☐	☐	☐			
Matériel de bord							
25.	Equipements généraux et spécifiques (par ex. ADR 8.1.4 et 8.1.5)	☐	☐	☐			
Autres							
26.	Accords bilatéraux/ multilatéraux (par ex. ADR 1.5.1), réglementations nationales, agrément de l'autorité compétente (par ex. ADR 8.1.2.2 c)	☐	☐	☐			
27.	Autres infractions						
Résultat							
28.	Mesures correctives : sur place ☐ /avant la fin du trajet ☐ /dans les entreprises ☐	Type de mesure : Rapport officiel ☐ Avertissement ☐ Immobilisation ☐					
29.	Remarques (7) :						
30.	Scellés brisés/ placés ?	Brisés le :		Placés le :			
31.	Autorité/ agent/ représentant effectuant le contrôle						

(1) Remplir uniquement s'il y a un rapport avec l'infraction.

(2) A mentionner sous " Remarques ".

(3) Fait référence à toute exemption ou dérogation conformément à la directive 2008/68/ CE.

(4) Statut du contrôle : C (contrôlé), NC (impossible à contrôler), s. o (sans objet).

(5) Catégorie de risque de l'infraction constatée conformément au § 5 de l'annexe I du présent arrêté.

(6) A remplir si une ou plusieurs infractions sont constatées. Préciser la catégorie du/ des intervenant (s) éventuel (s) responsable (s), conformément au point 1.4 de l'ADR : Exp. (expéditeur), Tr. (transporteur), Dest. (destinataire), Ch. (chargeur), Emb. (emballeur), Remp. (remplisseur), Exploit. (exploitant d'un conteneur-citerne ou d'une citerne mobile), Déch. (déchargeur). La mention de la catégorie d'intervenant dans la liste de contrôle ne porte en rien atteinte à la présomption d'innocence.

(7) Indiquer ici le (s) numéro (s) ONU, le groupe d'emballage, la quantité de marchandises dangereuses transportées en cas d'infractions constatées, les infractions commises par les équipages, les mesures correctives et autres remarques. ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2026 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2024 relatif au contrôle routier et en entreprise des infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses à l'exception des matières explosibles et radioactives.

Namur, le 16 juillet 2026.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Relations internationales et du Bien-être animal,
A. DOLIMONT

Le Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux,
F. DESQUESNES

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2026/006194]

16. JULI 2026 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2024 über die Verkehrskontrolle und Kontrolle in den Unternehmen von Verstößen im Zusammenhang mit der Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße mit Ausnahme von explosiven und radioaktiven Stoffen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Februar 1969 über Maßnahmen zur Ausführung internationaler Verträge und Akte über Personen- und Güterbeförderung im See-, Straßen-, Eisenbahn- und Binnenschiffsverkehr, Artikel 1 Absatz 1, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 15. Mai 2006;

Aufgrund des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit, Artikel 24 § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2024 über die Verkehrskontrolle und Kontrolle in den Unternehmen von Verstößen im Zusammenhang mit der Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße mit Ausnahme von explosiven und radioaktiven Stoffen;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen vom 22. Mai 2026;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 2. März 2026;

Aufgrund der am 6. Juli 2026 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 16. Juli 2026 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 22. Juni 2026 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 79.437/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch vorliegenden Erlass wird die delegierte Richtlinie (EU) 2025/1801 der Kommission vom 23. Juni 2025 zur Anpassung der Anhänge I und II der Richtlinie (EU) 2022/1999 des Europäischen Parlaments und des Rates über einheitliche Verfahren für die Kontrolle von Gefahrguttransporten auf der Straße an den wissenschaftlichen und technischen Fortschritt teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2024 über die Verkehrskontrolle und Kontrolle in den Unternehmen von Verstößen im Zusammenhang mit der Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße mit Ausnahme von explosiven und radioaktiven Stoffen wird durch Folgendes ersetzt:

„Artikel 1 - Durch vorliegenden Erlass wird die Richtlinie (EU) 2022/1999 des Europäischen Parlaments und des Rates über einheitliche Verfahren für die Kontrolle von Gefahrguttransporten auf der Straße an den wissenschaftlichen und technischen Fortschritt, geändert durch die delegierte Richtlinie (EU) 2025/1801 der Kommission vom 23. Juni 2025, teilweise umgesetzt.“.

Art. 3 - Anhang 1 desselben Erlasses wird durch den dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang ersetzt.

Art. 4 - In Anhang 2 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in den Ziffern 1.12., 11.3. und 11.4. wird in der Spalte „Kategorie“ die Angabe „III“ durch die Angabe „II“ ersetzt;

2° in Ziffer 11.1. wird in der Spalte „Zu zahlender Betrag“ der Betrag „275 EUR“ durch den Betrag „350 EUR“ ersetzt;

3° in Ziffer 12.3. wird in der Spalte „Kategorie“ die Angabe „I“ durch die Angabe „II“ ersetzt;

4° in Ziffer 14.2. wird in der Spalte „Kategorie“ die Angabe „I“ durch die Angabe „II“ ersetzt;

5° in Ziffer 14.6. wird in der Spalte „Kategorie“ die Angabe „I“ durch „II“ ersetzt;

6° in Ziffer 15.7. wird in der Spalte „Kategorie“ die Angabe „II“ durch die Angabe „I“ ersetzt;

7° in Ziffer 15.11. wird in der Spalte „Kategorie“ die Angabe „III“ durch die Angabe „II“ ersetzt;

8° in den Ziffern 16.1.2., 16.1.3. und 16.1.9. wird in der Spalte „Kategorie“ die Angabe: „I“ hinzugefügt;

9° in den Ziffern 16.1.4., 16.1.5., 16.1.6., 16.1.7. und 16.1.8. wird in der Spalte „Kategorie“ die Angabe „II“ hinzugefügt.

Art. 5 - Der Minister für Mobilität wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Juli 2026

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, internationale Beziehungen und Tierwohl

A. DOLIMONT

Der Minister für Raumpolitik, Infrastrukturen, Mobilität und lokale Behörden

F. DESQUESNES

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 2026 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2024 über die Verkehrskontrolle und Kontrolle in den Unternehmen von Verstößen im Zusammenhang mit der Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße mit Ausnahme von explosiven und radioaktiven Stoffen

"Anhang 1 - Kontrollliste

1.	Ort und Land, an bzw. in dem die Kontrolle stattfindet:		2. Datum:		3. Uhrzeit:	
Daten bezüglich des Fahrzeugs/der Ladung						
4.	Nationalitätskennzeichen und Zulassungsnummer(n) des oder der Fahrzeuge:					
5.	Unternehmen, das den Beförderungsvorgang durchführt/Anschrift:					
6.	Name(n) des oder der Fahrer(s)/Beifahrer(s)/Nummer(n) ihrer Bescheinigung(en) (1) (ADR 8.2 gegebenenfalls):					
7.	Anschrift und Datum der letzten Be- oder Entladung: (1)					
8.	Anschrift der nächsten Be- oder Entladung: (1)					
9.	UN-Nummer(n), Verpackungsgruppe und Menge der gefährlichen Güter, falls Verstöße festgestellt werden: (2)					
10.	Anwendbare Freistellung, und wenn ja, welche? (3)	☐ Nein	☐ Ja		Abschnitt:	
11.	Umschließungsmittel	☐ lose Schüttung	☐ Tank	☐ Versandstück	☐ MEMU	
Dokumente		Kontrollstatus (4)			Verstoß	ADR-Abschnitt + Beteiligte(r) (6)
		K	NK	n. a.	Risikokategorie (5):	
12.	Beförderungspapiere (z. B. ADR 8.1.2.1 a), 5.4.1 und 5.4.2)	☐	☐	☐		
13.	Schriftliche Weisungen (ADR 8.1.2.1 b) und 5.4.3)	☐	☐	☐		
14.	Zulassungsbescheinigung für Fahrzeuge (ADR 8.1.2.2 a) und 9.1.3)	☐	☐	☐		
15.	Schulungsbescheinigung des Fahrers (ADR 8.1.2.2 b)) und Ausweisdokument (ADR 1.10.1.4 und 8.1.2.1 d))	☐	☐	☐		
Beförderungsvorgang						
16.	Güter, deren Beförderung zulässig ist (ADR 1.1.2.1)	☐	☐	☐		
17.	Bestimmungen über die Umschließungsmittel (z. B. ADR 4.1 bis 4.7)	☐	☐	☐		
18.	Bestimmungen über die Beförderung (z. B. ADR 7.1 bis 7.4)	☐	☐	☐		
19.	Verbot der Zusammenladung und Begrenzung der Mengen (z. B. ADR 7.5.2, 7.5.4 und 7.5.5)	☐	☐	☐		

1.	Ort und Land, an bzw. in dem die Kontrolle stattfindet:		2. Datum:			3. Uhrzeit:	
20.	Handhabung und Sicherung (z. B. ADR 7.5.7)	☐	☐	☐			
21.	Kennzeichnung der Versandstücke/Tanks/Güter in loser Schüttung (z. B. ADR Teil 6)	☐	☐	☐			
22.	Kennzeichnung und Bezeichnung der Versandstücke (z. B. ADR 3.3 bis 3.5, 4.1, 5.1 und 5.2)	☐	☐	☐			
23.	Großzettel, orangefarbene Tafeln, an Fahrzeugen/Tanks angebrachte Erkennungszeichen usw. (z. B. ADR 3.4.13, 5.3, 5.5, 7.3 und 7.5.11)	☐	☐	☐			
24.	Vorschriften für Fahrzeuge (ADR, Teil 9)	☐	☐	☐			
Bordgerät							
25.	Allgemeine und spezifische Ausrüstung (z. B. ADR 8.1.4 und 8.1.5)	☐	☐	☐			
Sonstige							
26.	Bilaterale/multilaterale Vereinbarungen (z. B. ADR 1.5.1), nationale Vorschriften, Zulassung durch die zuständige Behörde (z. B. ADR 8.1.2.2 c))	☐	☐	☐			
27.	Sonstige Verstöße						
Ergebnis							
28.	Abhilfemaßnahmen: vor Ort ☐ /vor Ende der Fahrt ☐ /in den Unternehmen ☐	Art der Maßnahme: Offizieller Bericht ☐ Verwarnung ☐ Stilllegung ☐					
29.	Bemerkungen (7):						
30.	Gebrochene/angebrachte Siegel?	Gebrochen am:		Angebracht am:			
31.	Behörde/Bediensteter/Vertreter, die bzw. der die Kontrolle durchführt						

(1) Nur ausfüllen, wenn ein Zusammenhang mit dem Verstoß besteht.

(2) Unter "Bemerkungen" angeben.

(3) Bezieht sich auf alle Freistellungen oder Abweichungen gemäß der Richtlinie 2008/68/EG.

(4) Kontrollstatus: K (kontrolliert), NK (Kontrolle unmöglich), n. a. (nicht anwendbar).

(5) Risikokategorie des festgestellten Verstoßes gemäß § 5 des Anhangs I zum vorliegenden Erlass.

(6) Ausfüllen, wenn ein oder mehrere Verstöße festgestellt werden. Die Kategorie des/der gegebenenfalls verantwortlichen Beteiligten gemäß Ziffer 1.4 des ADR angeben: Abs. (Absender), Beför. (Beförderer), Empf. (Empfänger), Verl. (Verlader), Verp. (Verpacker), Befüll. (Befüller), Tankbetr. (Betreiber eines Tankcontainers oder eines ortsbeweglichen Tanks), Entl. (Enflader). Die Angabe der Kategorie des Beteiligten in der Kontrollliste beeinträchtigt in keiner Weise die Unschuldsvermutung.

(7) Die UN-Nummer(n), die Verpackungsgruppe, die Menge der beförderten gefährlichen Güter im Falle festgestellter Verstöße, die von den Besatzungen begangenen Verstöße, die Abhilfemaßnahmen und sonstige Bemerkungen hier angeben. ".

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 2026 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2024 über die Verkehrskontrolle und Kontrolle in den Unternehmen von Verstößen im Zusammenhang mit der Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße mit Ausnahme von explosiven und radioaktiven Stoffen beigelegt zu werden.

Namur, den 16. Juli 2026

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, internationale Beziehungen und Tierwohl

A. DOLIMONT

Der Minister für Raumpolitik, Infrastrukturen, Mobilität und lokale Behörden

F. DESQUESNES

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2026/006194]

16 JULI 2026. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2024 betreffende de wegcontroles en bedrijfscontroles op overtredingen met betrekking tot het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg, artikel 1, eerste lid, laatst gewijzigd bij de wet van 15 mei 2006;

Gelet op het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid, artikel 24, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2024 betreffende de wegcontroles en ondernemingscontroles op overtredingen met betrekking tot het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen;

Gelet op het overleg van 22 mei 2026 tussen de Gewestregeringen;

Gelet op het rapport van 2 maart 2026, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 juli 2026;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 juli 2026;

Gelet op advies 79.437/4 van de Raad van State, gegeven op 22 juni 2026, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit:

Artikel 1. Bij dit besluit wordt gedelegeerde Richtlijn (EU) 2025/1801 van de Commissie van 23 juni 2025 tot aanpassing aan de wetenschappelijke en technische vooruitgang van de bijlagen I en II bij Richtlijn (EU) 2022/1999 van het Europees Parlement en de Raad betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over land gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2024 betreffende de wegcontroles en ondernemingscontroles op overtredingen met betrekking tot het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn (EU) 2022/1999 van het Europees Parlement en de Raad van 19 oktober 2022 betreffende uniforme procedures voor de controle op het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, omgezet, gewijzigd bij gedelegeerde Richtlijn (EU) 2025/1801 van de Commissie van 23 juni 2025. ”.

Art. 3. Bijlage 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de bijlage die bij dit besluit gaat.

Art. 4. In bijlage 2 bij hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de punten 1.12., 11.3. en 11.4., in kolom “Categorie” wordt referentie “III” vervangen door referentie “II”;

2° in punt 11.1, in kolom “Te innen bedrag” wordt het bedrag “275 EUR” vervangen door “350 EUR”;

3° in punt 12.3, in kolom “Categorie”, wordt referentie “I” vervangen door referentie “II”;

4° in punt 14.2, in kolom “Categorie”, wordt referentie “I” vervangen door referentie “II”;

5° in punt 14.6, in kolom “Categorie”, wordt referentie “I” vervangen door “II”;

6° in punt 15.7, in kolom “Categorie”, wordt referentie “II” vervangen door referentie “I”;

7° in punt 15.11, in kolom “Categorie”, wordt referentie “I” vervangen door referentie “II”;

8° in de punten 16.1.2, 16.1.3 en 16.1.9., in kolom “Categorie” wordt de referentie toegevoegd: “I”;

8° in de punten 16.1.4, 16.1.5, 26.1.6, 16.1.7 en 16.1.8., in kolom “Categorie” wordt de referentie “II” toegevoegd.

Art. 5. De Minister van Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juli 2026.

Voor de Regering:

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Internationale Betrekkingen en Dierenwelzijn,
A. DOLIMONT

De Minister van Ruimtelijk Beleid, Infrastructuur, Mobiliteit en Plaatselijke Besturen,
F. DESQUESNES

Bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2026 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2024 betreffende de wegcontroles en ondernemingscontroles op overtredingen met betrekking tot het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen

Bijlage 1 – Controlelijst

1.	Land en plaats waar controle uitgevoerd wordt:		2. Datum :		3. Uur:	
Gegevens in verband met voertuig/lading						
4.	Nationaliteitskenmerk en inschrijvingsnummer van het voertuig:					
5.	Onderneming die het vervoer uitvoert/adres:					
6.	Naam van de bestuurder(s)/assistent(en) van de bestuurder/nummer van hun certificaat of certificaten (1) (ADR8.2 in voorkomend geval):					
7.	Adres en datum van de laatste lading of uitlading: (1)					
8.	Adres van eerstvolgende lading of uitlading: (1)					
9.	UNO nummer(s), verpakkingsgroep en aantal gevaarlijke goederen wanneer inbreuken worden vastgesteld: (2)					
10.	Toepasselijke vrijstelling en, indien bevestigend, welke ? (3)	☐ nee	☐ ja		Sectie:	
11.	Retentiemiddelen	☐ bulk	☐ tank	☐ pak	☐ MEMU	
Documenten		Status controle(4)			Inbreuk	Sectie van ADR + tussenkomende persoon/personen (6)
		C	NC	s. o	Risicocategorie (5)	
12.	Vervoersdocumenten (bijv. ADR 8.1.2.1 a), 5.4.1 en 5.4.2)	☐	☐	☐		
13.	Schriftelijke instructies (ADR 8.1.2.1 b) en 5.4.3)	☐	☐	☐		
14.	Goedkeuringscertificaat voor voertuigen (ADR 8.1.2.2 a) en 9.1.3)	☐	☐	☐		
15.	Opleidingscertificaat van de bestuurder (ADR 8.1.2.2 b)) en identiteitsbewijs (ADR 1.10.1.4 en 8.1.2.1 d))	☐	☐	☐		
Vervoersoperatie						
16.	Goederen waarvan het vervoer is toegestaan (ADR 1.1.2.1)	☐	☐	☐		
17.	Bepalingen inzake retentievoorzieningen (bijv. ADR 4.1 tot en met 4.7)	☐	☐	☐		
18.	Bepalingen inzake vervoer (bijv. ADR 7.1 tot en met 7.4)	☐	☐	☐		

1.	Land en plaats waar controle uitgevoerd wordt:		2. Datum :			3. Uur:	
19.	Verbod op gezamenlijke lading en beperking van de hoeveelheden (bijv. ADR 7.5.2, 7.5.4 en 7.5.5)	☐	☐	☐			
20.	Behandeling en vastzetten (bijv. ADR 7.5.7)	☐	☐	☐			
21.	Markering van colli/tanks/bulkgoederen (bijv. ADR deel 6)	☐	☐	☐			
22.	Markering en etikettering van colli (bijv. ADR 3.3 tot en met 3.5, 4.1, 4.1.1, 5.1 en 5.2)	☐	☐	☐			
23.	Etiketten, oranje borden, markeringen op voertuigen/tanks, enz. (bijv. ADR 3.4.13, 5.3, 5.5, 7.3 en 7.5.11)	☐	☐	☐			
24.	Voorschriften met betrekking tot voertuigen (ADR, deel 9)	☐	☐	☐			
Boorduitrusting							
25.	Algemene en specifieke uitrusting (bijv. ADR 8.1.4 en 8.1.5)	☐	☐	☐			
Andere							
26.	Bilaterale/multilaterale overeenkomsten (bijv. ADR 1.5.1), nationale regelgeving, goedkeuring door de bevoegde autoriteit (bijv. ADR 8.1.2.2 c))	☐	☐	☐			
27.	Andere overtredingen						
Resultaat							
28.	Correctieve maatregelen: ter plaatse ☐ /vóór het einde van de rit ☐ /in de bedrijven ☐	Type overtreding Officieel rapport ☐ Waarschuwing ☐ Stillegging ☐					
29.	Opmerkingen (7):						
30.	Zegels verbroken/aangebracht?	Verbroken op:		Aangebracht op:			
31.	Autoriteit/personeelslid dat de inspectie heeft uitgevoerd						

(1) Alleen invullen als dit voor de inbreuk relevant is

(2) Vermeld dit onder „Opmerkingen”.

(3) Verwijst naar elke vrijstelling of afwijking overeenkomstig Richtlijn 2008/68/EG.

(4) Status van de controle C (gecontroleerd), NC (niet te controleren), n.v.t. (niet van toepassing).

(5) Risicocategorie van de vastgestelde overtreding overeenkomstig § 5 van bijlage I bij dit besluit.

(6) In te vullen indien één of meer overtredingen worden vastgesteld. Geef de categorie van de eventuele verantwoordelijke betrokkene(n) aan, overeenkomstig punt 1.4 van de ADR: Verzender (verzender), Tr. (vervoerder), Bestemming. (ontvanger), Ch. (verlader), Emb. (inpakker), Verv. (vuller), Exploit. (exploitant van een tankcontainer of een mobiele tank), Afval. (Losverantwoordelijke). De vermelding van de categorie van de betrokkene in de controlelijst doet op geen enkele wijze afbreuk aan het vermoeden van onschuld.

(7) Vermeld hier het (de) UNO-nummer(s), de verpakkingsgroep, de hoeveelheid vervoerde gevaarlijke goederen in geval van geconstateerde overtredingen, de door de bemanning begaan overtredingen, de corrigerende maatregelen en overige opmerkingen. ”.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2024 betreffende de wegcontroles en ondernemingscontroles op overtredingen met betrekking tot het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen

Namen, 16 juli 2026.

Voor de Regering:

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Internationale Betrekkingen en Dierenwelzijn,
A. DOLIMONT

De Minister van Ruimtelijk Beleid, Infrastructuur, Mobiliteit en Plaatselijke Besturen,
F. DESQUESNES